

Déclaration de la Communauté internationale bahá'íe

12 août 2008

Il y a trois mois les « Amis d'Iran », sept bahá'ís qui coordonnaient les affaires des 300 000 bahá'ís que compte le pays, étaient arrêtés. Depuis, les événements n'ont fait qu'accroître les craintes des bahá'ís du monde entier quant à leur sort.

Des articles publiés par des organes de presse gouvernementaux démontrent que les autorités ont décidé de se servir des media pour répandre l'accusation que les sept prisonniers étaient engagés dans des activités subversives. Dans le but de priver ces bahá'ís de tout accès à des conseils juridiques, elles s'en servent aussi pour calomnier Maître Shirin Ebadi, la célèbre avocate des droits de l'Homme et prix Nobel qui, avec ses collègues, a affirmé qu'elle était prête à les défendre.

Pendant ce temps, les bahá'ís sont terrorisés, dans tout l'Iran, par des actes d'une violence qui va en s'intensifiant et qui ont culminé, ces dernières semaines, dans une série d'incendies volontaires affectant leurs maisons et leurs propriétés.

Par ailleurs on continue de les diaboliser par une incessante campagne de propagande qui, dans les mass media, dure depuis trois ans. On continue à les arrêter, à les emprisonner, à les interroger et à fouiller leurs maisons. On les prive de leurs moyens de vivre, on les empêche de s'inscrire dans les universités et dans les grandes écoles, on les diffame depuis les chaires des mosquées, on les insulte en classe. On détruit systématiquement leurs cimetières et les tombes de leurs êtres chers sont désacralisées.

Ces derniers événements sont d'autant plus perturbants qu'ils ont lieu dans le cadre d'un plan préétabli dans lequel les autorités inventent ou suggèrent de fausses affirmations à propos des bahá'ís, puis répètent et disséminent ces fausses accusations pour leur donner du poids et un semblant de réalité. Tout ceci dans le but évident de provoquer la haine et le soupçon envers les bahá'ís afin que dans la population en général se crée une atmosphère qui fera que ces violations ignominieuses des droits des bahá'ís seront soit approuvées soit ignorées. De plus, ayant tout fait pour dresser la population contre eux, les autorités osent informer ensuite les bahá'ís qu'elles ne seront pas capables de les protéger quand les violences éclateront.

Le premier article dans la dernière série en date des reportages calomnieux publiés par la presse gouvernementale officielle affirme que les sept bahá'ís emprisonnés ont « confessé » diriger une organisation « illégale » ayant des liens avec Israël, ce qui représente une distorsion des faits catégoriquement rejetée par la Communauté internationale bahá'íe.

Quelques jours plus tard, quand fut connue la nouvelle selon laquelle Maître Shirin Ebadi et ses collègues avocats étaient prêts à défendre les prisonniers bahá'ís, ces mêmes journaux officiels publièrent des allégations fausses en relation avec une expression de gratitude transmise par la communauté bahá'íe d'Iran à l'organisation de Maître Ebadi. L'article affirme : « Dans une lettre à Shirin Ebadi, le centre sioniste bahá'í en Israël la remercie pour avoir organisé une conférence de presse sur « Droits à l'éducation », voyant ceci comme une preuve de « bonne volonté », de « sincérité » et de « courage » de la part de Maître Ebadi et de ses collègues et l'article qualifie les efforts de Maître Ebadi pour défendre les droits à l'université des étudiants bahá'ís de « suspects ».

À la suite de la publication de cet article, la presse iranienne commença à affirmer que la fille de Maître Ebadi était bahá'íe. Les bahá'ís ne cachent jamais le fait qu'ils sont bahá'ís. Si la fille de Maître Ebadi l'était, elle le dirait. Or Maître Ebadi et sa fille ont catégoriquement démenti ce fait et la Communauté internationale bahá'íe confirme qu'elle n'est membre d'aucune communauté bahá'íe dans le monde.

Le but de ces affirmations est évidemment de créer des peurs irrationnelles et des préjugés dans le grand public. C'est un autre exemple de la tactique bien connue des autorités iraniennes : tout groupe, ou tout individu, qui parle au nom des bahá'ís, se trouve inévitablement offert à la vindicte populaire et à d'autres formes d'intimidation. Le fait qu'en Iran un nombre de plus en plus important d'individus et de groupes veuillent néanmoins les défendre et résistent courageusement à ces pressions est un encouragement pour les bahá'ís.

La tentative grossière de transformer une relation normale entre le conseil directeur de la religion bahá'íe et les bahá'ís d'Iran en un complot qui ferait des « Amis en Iran » en une organisation secrète recevant des instructions d'Israël est absurde, tout comme est absurde l'article calomniant Maître Ebadi en parlant des « sionistes » qui auraient « tant travaillé pour qu'elle obtienne le Prix Nobel » (sic).

Bien qu'elles accusent constamment les bahá'ís d'être des agents du sionisme, les autorités iraniennes savent depuis toujours que le centre international de la religion bahá'íe est installé à Haïfa à la suite du bannissement imposé à Bahá'u'lláh par les autorités persanes et ottomanes elles-mêmes, plus de soixante-quinze ans avant la création de l'État d'Israël.

L'article concernant les remerciements adressés à l'organisation de Maître Ebadi déforme la conférence de presse à laquelle il se réfère. Il s'agit en fait d'un événement organisé le 2 octobre 2007 par le Centre de Défense des Droits de l'Homme pour informer du sort de tous ceux qui, en Iran, sont privés du droit d'accès à l'éducation. Les bahá'ís n'étaient qu'un des nombreux groupes dont la situation fut mise en évidence. Le représentant bahá'í fit une présentation de 5 à 10 minutes décrivant la situation difficile des étudiants bahá'ís à qui l'on refuse systématiquement l'accès à l'éducation supérieure. Des journalistes de tous les pays couvraient l'évènement.

Encouragés par cet événement historique dans la longue histoire de souffrance des bahá'ís d'Iran, les « Amis en Iran » écrivirent au conseil dirigeant de leur religion, la « Maison universelle de Justice », expliquant ce qui s'était passé. Il est tout à fait courant que les « Amis en Iran » écrivent à la Maison universelle de justice pour ce genre de sujets et que celle-ci leur réponde par des encouragements et des directives.

Ce que fit la Maison universelle de justice le 21 novembre 2007 en conseillant aux « Amis en Iran » de chercher des contacts avec d'autres Iraniens et d'autres organisations ayant de la sympathie pour le sort des bahá'ís et de continuer leurs efforts pour obtenir une représentation juridique légale des étudiants iraniens. Elle les encourageait aussi à exprimer la gratitude des bahá'ís d'Iran au Centre de Défense des Droits de l'Homme.

Le gouvernement iranien utilise tous les moyens en son pouvoir pour calomnier les bahá'ís puis, dans l'atmosphère empoisonnée ainsi créée, il accuse d'être bahá'íe toute personne qu'il veut discréditer. Maître Ebadi n'est pas la première à subir cette tactique. En tant qu'avocate, elle défend des individus et des groupes de toutes sortes sans pour autant épouser leurs croyances. Que veut donc insinuer la presse gouvernementale quand elle prétend que la fille de Maître Ebadi est bahá'íe ?